

UNE ENQUÊTE INTERNATIONALE SUR L'ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ

Connaissances, représentations, attitudes et engagement des jeunes

Annette Lafontaine, Geneviève Hindryckx

Contexte et objectifs de l'étude

Toute société s'intéresse à la façon dont ses jeunes sont préparés à assumer leur rôle de citoyens et apprennent à prendre part à la vie publique. Dès la fin des années 80, cette préoccupation acquiert une importance croissante dans la mesure où un vent de réforme démocratique souffle sur le monde. Ainsi, dans les sociétés luttant pour instaurer ou restaurer un gouvernement démocratique, se manifeste la nécessité de changements majeurs dans l'éducation à la citoyenneté. Par ailleurs, les sociétés qui connaissent une longue tradition démocratique reconnaissent elles-mêmes que la façon de préparer les jeunes à leur rôle de citoyens est loin d'être idéale.

Il s'avérerait nécessaire d'établir un état des lieux qui puisse servir de base à une réflexion sur une réforme de l'éducation à la citoyenneté

d'autant qu'un accent de plus en plus marqué sur le choix individuel est venu remplacer une conception des jeunes comme réceptacles passifs des leçons de leurs aînés. Les jeunes sont en effet aujourd'hui considérés comme des constructeurs actifs de leurs opinions. Celles-ci se développent sous l'influence d'un faisceau de facteurs relevant de leurs expériences quotidiennes à la maison, à l'école et dans d'autres groupes auxquels ils appartiennent.

L'enquête internationale présentée ici et menée sous la direction de l'IEA¹, s'est donc donné pour objectif d'identifier et d'examiner, dans une perspective comparative, la façon dont les jeunes sont préparés à exercer leur rôle de citoyens dans des pays de longue tradition démocratique ainsi que dans des démocraties d'instauration récente. En évaluant leurs

¹ International Association for the Evaluation of School Achievement, Association internationale pour l'Evaluation du Rendement scolaire.

connaissances, en recueillant des informations sur leurs représentations, leurs attitudes et leurs habitudes, en interrogeant également leurs enseignants et leurs chefs d'établissement, chaque pays dispose ainsi d'une banque de données qu'il peut exploiter à un niveau national mais aussi mettre en perspective sur le plan international. Comme dans toutes les autres études de l'IEA, l'objectif final est de permettre à chaque pays de disposer de données objectives sur les points forts et les points faibles de son enseignement et de s'inspirer des démarches qui semblent se révéler efficaces chez d'autres. Vu la diversité des contextes politiques, économiques et culturels dans lesquels s'inscrivait ce vaste projet, vu la diversité dans la façon d'envisager ces enseignements, le défi était de taille. La complexité du traitement des résultats en est le corollaire.

Une étude en plusieurs phases

Dans la mesure où on ne connaissait pas la signification que revêt l'éducation à la citoyenneté dans les différents pays concernés, une première phase **descriptive**¹,

¹ Les données recueillies au cours de cette première phase ont fait l'objet d'une publication : C. Blondin et P. Schillings (2000), *Education à la citoyenneté en Communauté française de Belgique, Des occasions d'apprentissage au-delà du curriculum formel*. Les Collections du SPE, Série « Etudes et Recherches ». Service de Pédagogie expérimentale, Université de Liège. Ce texte est paru en anglais dans : J. Torney-Purta,

qualitative, a été réalisée (en 1995 et 1996); elle a servi d'assise à la construction des instruments de la seconde, notamment pour circonscrire les thématiques que les experts, consultés dans chacun des pays participants, jugeaient essentiel d'aborder dans une étude de ce type.

Une fois les thématiques déterminées, la mise au point des items a fait l'objet de deux enquêtes préliminaires à petite échelle (en 1997 et 1998) destinées à orienter la mise au point de l'outil définitif. Ces opérations minutieuses de préparation des instruments ont été également complétées par des séances de travail avec les comités d'experts nationaux ainsi que par des concertations entre l'ensemble des coordinateurs nationaux et les membres de la coordination internationale, ceci dans le souci d'assurer une comparabilité optimale des résultats et des constats.

Echantillon et interlocuteurs

Un échantillon représentatif de 2 à 3 000 élèves de 14 ans a été interrogé (en 1999) dans chacun des 28 pays participants², soit un total de

J. Schwille and J-A. Amadeo (1999), *Civic Education Across Countries : Twenty-four National Case Studies from the IEA Civic Education Project*. International Association for the Evaluation of Educational Achievement, Amsterdam.

² Pour la Communauté française de Belgique, 2 076 élèves de 14 ans ont répondu à l'enquête.

près de 90 000 élèves. Le Service de Pédagogie expérimentale a par ailleurs pris l'initiative d'évaluer, parallèlement aux élèves de 2^e année secondaire, leurs condisciples de dernière année¹ : dans les mêmes établissements, au même moment, avec le même instrument.

Les enseignants ont également été consultés : on a été d'emblée conscients, dans cette étude, de la difficulté d'adresser un questionnaire à un échantillon représentatif d'enseignants dès lors qu'on enquête sur une matière aux frontières aussi mal définies que l'éducation à la citoyenneté. On a néanmoins persévéré dans cette voie tant on estimait important de connaître le(s) contexte(s) dans le(s)quel(s) l'éducation à la citoyenneté s'inscrit, et d'en décrire ensuite les caractéristiques et les spécificités nationales. Une des difficultés de la démarche a été de déterminer à quels interlocuteurs s'adresser. Dans la mesure où, dans un certain nombre de pays, l'éducation à la citoyenneté ne constitue pas un cours à part entière, dans la mesure aussi, d'une façon générale, où elle peut être abordée dans le cadre de différents cours, il a été décidé d'adresser le questionnaire aux enseignants dispensant des cours aux élèves testés dans trois disciplines. Pour les

choisir, les experts de chaque pays ont jugé, sur base des items de connaissances, dans le cadre de quel(s) cours ceux-ci étaient le plus susceptibles d'être abordés. En Communauté française de Belgique, ce sont des enseignants de français, d'histoire et de religion ou morale qui ont été conviés à répondre aux questions². Les chefs d'établissement ont eux aussi complété un bref questionnaire.

Nous abordons ici une partie seulement, car elles sont très nombreuses, des questions posées ou des thématiques couvertes par le questionnaire, pour illustrer la diversité des informations recueillies. Nous avançons également quelques-unes des pistes d'analyse et de réflexion envisagées.

Domaines couverts par cette étude

Les connaissances

Une partie de cette recherche a permis de juger de l'état des **connaissances** des jeunes : on les a interrogés, par le biais d'un questionnaire à choix multiple, sur des sujets tels que les caractéristiques de base d'une démocratie, d'un régime totalitaire, les divers organes et institutions politiques

¹ Une dizaine de pays viennent d'évaluer également un échantillon d'étudiants de dernière année (nouvel échantillon, épreuves adaptées) ; les résultats ne seront pas disponibles avant 2002. Un échantillon de 1 495 élèves de 6^e année a été testé en Communauté française en 1999.

² Près de 180 enseignants de chacune des deux années concernées ont complété le questionnaire.

(leurs fonctions, leurs caractéristiques), ceci parmi d'autres questions encore, relatives notamment aux Droits de l'Homme et de l'Enfant, à l'égalité de droits, etc.

Les représentations

A côté de cette mesure des connaissances, l'enquête visait à cerner les **représentations** que les jeunes se font de la citoyenneté, de la démocratie (ce qui est susceptible de la renforcer ou au contraire de constituer une menace à son encontre), et du gouvernement (le rôle que celui-ci devrait jouer, à leur avis, dans la sphère économique et/ou sociale).

Le concept de citoyenneté implique-t-il l'obligation d'obéir à la loi ? De la même façon, le fait de voter relève-t-il des responsabilités essentielles du citoyen ? La citoyenneté implique-t-elle un engagement de type politique (être membre d'un parti, se porter candidat pour un mandat) ou plutôt de type social (s'engager dans des activités au service de la collectivité, en faveur des Droits de l'Homme ou encore de la protection de l'environnement) ? Est-il important, pour pouvoir être considéré comme un citoyen responsable de bien connaître l'histoire de son pays et/ou de suivre l'actualité politique ? etc. Ces questions ont été posées aux élèves, d'une part, à leurs enseignants, d'autre part, ce qui

permettra de comparer leurs schémas respectifs.

Les attitudes

Une part essentielle de l'étude portait sur les **attitudes** des adolescents; on les a interrogés sur leur confiance envers les institutions (les tribunaux, la police, le pouvoir législatif et exécutif, les partis politiques), sur leurs attitudes vis-à-vis des groupes souvent victimes de discriminations tels les immigrés et les femmes. Les immigrés devraient-ils avoir les mêmes droits que les autochtones, les mêmes opportunités au niveau de l'enseignement, le droit de vote ? Ou l'égalité de droits pour les étrangers implique-t-elle d'importants efforts d'intégration de la part de ceux-ci, comme par exemple, celui de renoncer à leur langue, leur culture, leur style de vie ?

De la même façon, en ce qui concerne les droits politiques et économiques des femmes, les élèves estiment-ils que les femmes devraient avoir les mêmes droits que les hommes et, à travail égal, obtenir un salaire égal; qu'elles devraient être représentées de façon équilibrée dans les fonctions officielles et politiques ou jugent-ils au contraire, qu'elles ne devraient pas se mêler de politique et que les hommes sont plus qualifiés pour exercer des responsabilités dans ce domaine ? Observe-t-on ici aussi des

restrictions à l'égalité de droits comme par exemple, celle qui consisterait à dire qu'en situation de crise de l'emploi, les hommes auraient davantage droit au travail que les femmes. Constate-t-on des différences entre les opinions des filles et des garçons ?

L'engagement et leurs activités politiques futures

L'enquête s'est également penchée sur l'intérêt des étudiants à l'égard de la politique ainsi que sur leur **engagement** actuel et futur : s'impliquent-ils effectivement dans des structures à caractère participatif et expriment-ils leur confiance en l'efficacité d'une implication des élèves dans la gestion des problèmes de l'école ? Ces opportunités leur sont-elles effectivement offertes au sein de la classe, de l'école mais aussi dans leur environnement extra-scolaire ? Quelle est leur perception du climat de classe : y privilégie-t-on une ouverture à la discussion, à l'expression et à la divergence d'opinions ?

Ironont-ils voter quand ils seront en âge de le faire ? Comment les élèves de la Communauté française de Belgique se situent-ils à ce sujet par rapport à ceux des autres pays où le vote est également obligatoire ? Ont-ils appris l'importance d'exercer leur rôle d'électeur ?

Les enseignants

Les thématiques abordées dans le questionnaire adressé aux enseignants ont été inspirées par la première phase de l'étude : on y avait mis en évidence que l'éducation à la citoyenneté était un domaine aux frontières et au statut mal définis dans la plupart des pays. Beaucoup soulignaient aussi un manque de formation dans ces domaines chez les enseignants, qui pourrait impliquer un manque de connaissances de base pour les enseigner.

On a tenté, dans cette seconde phase, de voir s'il existe un consensus parmi les enseignants à travers le monde sur l'importance de l'éducation à la citoyenneté pour les élèves et pour le pays ainsi que sur le fait qu'elle mérite une place de choix dans le curriculum. La question de savoir si elle nécessite la création d'un cours qui lui soit spécifiquement dédié leur a également été posée ainsi que celle, non exclusive, de l'intégration de thématiques liées à la citoyenneté dans le cadre d'autres enseignements.

Nous disposons encore de données sur les thématiques que les enseignants jugent essentielles, leur sentiment d'être bien armés pour enseigner ces matières, les manques qu'ils déplorent au niveau du matériel ou de leur formation, les méthodes ou types d'approche qu'ils préconisent et ceux auxquels ils recourent dans les faits.

Pistes d'analyses et de réflexion

A côté de l'analyse quantitative des données que cette étude a permis d'enregistrer, il est bien évident qu'il convient également d'opérer une analyse plus qualitative et plus contextualisée des réponses de nos élèves, de leurs connaissances et de leurs lacunes, de leurs attitudes et représentations en relation avec ce que l'on sait des programmes officiels ainsi qu'avec les informations recueillies auprès des enseignants. Il est également intéressant de tenter de chercher des explications dans le contexte social, politique, scolaire de l'époque du testing. Une attention toute particulière sera accordée aux différences que l'on peut observer entre les élèves de 2^e année et leurs aînés sur l'ensemble de ces dimensions. Nous étudierons ces évolutions en relation avec les

caractéristiques personnelles des étudiants, mais aussi avec les informations que nous ont fournies les enseignants et les chefs d'établissement.

Vu les problématiques abordées dans cette étude et l'extrême variabilité des systèmes éducatifs pour ce qui concerne ces enseignements, la démarche comparative prend ici une dimension toute particulière. Plutôt que de nous situer par rapport aux autres pays, en termes quantitatifs, il convient d'analyser le(s) profil(s) des élèves de la Communauté française en parallèle avec ceux que l'on peut tracer sur base de l'échantillon international, de mettre plus finement en évidence les caractéristiques propres à notre enseignement et de les examiner à la lumière de celles des autres pays. Ces travaux feront l'objet d'un rapport national prévu pour la fin de l'année 2001.